
[Des armées de mercenaires dans l'industrie minière](#)

Un nombre croissant d'opérations de sécurité dans le monde entier concernent des ex-officiers d'intelligence et de l'armée, ainsi que des vétérans des escadrons de la mort. Ils s'en vont en guerre à la solde de leurs nouveaux patrons: les industries minières.

L'avènement de nouvelles technologies, telles que la cartographie satellitale assistée par ordinateur et l'utilisation du cyanure pour l'extraction d'or ont transformé des opérations jadis marginales en de véritables usines à fabriquer de l'argent (pour les transnationales). D'autre part, la chute de l'Union soviétique et la signature de traités de libre commerce dans le monde entier ont frayé l'entrée à des pays tels que l'Angola, qui étaient auparavant hors de portée pour les multinationales occidentales. Et finalement, la disponibilité de capitaux et la minimisation des risques se sont vu assurées par des institutions financières internationales, telles que les agences bilatérales et multilatérales, y compris la Banque mondiale et la Banque d'Export-Import des Etats-Unis, qui sont avides de fournir de l'argent et des assurances contre tout risque politique à des projets privés d'extraction de ressources partout dans le monde.

Il y a quelques années, Tim Spicer, ancien membre de la Force aérienne spéciale britannique (SAS en anglais) s'est réuni avec deux hauts fonctionnaires gouvernementaux au sujet de l'achat d'une mine de cuivre appartenant à Rio Tinto, le géant des mines anglo-australien, dans l'île de Bougainville, en Papouasie-Nouvelle Guinée. Moins d'un mois plus tard il était conduit devant un tribunal de la Papouasie-Nouvelle Guinée, accusé d'avoir été embauché par le gouvernement pour fournir une armée mercenaire chargée de s'emparer de la mine de cuivre. Leur mission avait été de réduire un petit groupe de combattants pour la liberté qui avait gardé la mine de cuivre fermée pendant presque dix ans. Lorsque la nouvelle du contrat de Spicer a été rendue publique, de simples citoyens et des officiers de l'armée locale ont pris la loi à leur compte. L'émeute a provoqué la fermeture des magasins, des banques et des écoles, et le blocage des routes principales, jusqu'au moment où des camions de policiers armés de fusils automatiques ont réussi à disperser la foule en fureur avec des gaz lacrymogènes et des balles de caoutchouc (cf. Bulletin N° 7 du WRM).

Deux ex-officiers de la SAS ont eu davantage de change en Colombie. Leurs boîtes noires pleines d'armes et de munitions ont franchi sans problèmes le point de contrôle assuré par un collègue, Bill Nixon, ex-officier d'intelligence britannique, dont le nouveau travail était la sécurité dans l'aéroport privé appartenant à British Petroleum (BP). Les trois mercenaires avaient été embauchés par BP pour collaborer à l'entraînement de la police colombienne - célèbre pour ses abus contre les droits humains - dans la protection de la plate-forme pétrolière de Dele-B. La société pétrolière avait interprété de manière plutôt large les problèmes de sécurité. Suivant un rapport commandé par le gouvernement colombien, BP avait collaboré avec des soldats locaux impliqués dans des kidnappings, des tortures et des meurtres. Le document, non publié, allègue que la compagnie pétrolière avait rassemblé l'information - incluant des photos et des enregistrements vidéo des manifestations des résidents des lieux contre les activités pétrolières - et l'avait passé aux militaires colombiens qui, par la suite, ont arrêté ou kidnappé les manifestants, en tant que "subversifs".

La plupart de ceux qui dirigent des opérations de mercenaires tendent à rester au second plan, et à

employer d'autres hommes - des tueurs sur gages locaux ou importés - pour les activités sur le terrain. Aussi bien le contrat colombien que celui de la Papouasie-Nouvelle Guinée ont été négociés dans des bureaux de Londres, dirigés par d'autres ex-fonctionnaires de la SAS, tels qu'Anthony Buckingham, l'un des agents les plus sinistres dans le marché de la sécurité, qui gère un mini-conglomérat d'entreprises minières, pétrolières et mercenaires depuis ses discrets bureaux londoniens.

L'armée mercenaire la plus infâme embauchée par les nouveaux colonialistes est Executive Outcomes (EO). C'est elle qui a fourni à Buckingham et Spicer les soldats de location en Papouasie-Nouvelle Guinée. La campagne la plus célèbre d'EO, pourtant, s'est déroulée en Sierra Léone en mai 1996. Les mercenaires d'EO y sont arrivés mieux équipés que la plupart des armées africaines, avec des hélicoptères d'assaut russes, un système d'interception radio, deux Boeing 727 pour le transport des troupes et du matériel, un avion Andover pour l'évacuation des victimes, et des explosifs combustible-air. Ces explosifs, utilisés par les USA dans la guerre du Golfe avec des résultats dévastateurs et dont la puissance est un degré en dessous de celle des armes nucléaires, absorbent l'oxygène après la détonation, et tuent tout type de vie dans un rayon d'un mille carré. L'opération a valu à EO un très lucratif contrat de sécurité financé avec les bénéfices obtenus dans les mines de diamants.

Mais ils sont loin d'être les seuls acteurs majeurs. Il en existe au moins deux douzaines qui travaillent pour l'industrie minière en fournissant des services de "sécurité" aux compagnies et aux gouvernements de la Colombie, de la Guyane et du Venezuela en Amérique du Sud; de la Guinée, le Libéria, le Nigéria et la Sierra Léone en Afrique occidentale; de l'Angola et la Namibie en Afrique australe; de l'ex-Zaïre en Afrique centrale; du Soudan et de l'Ouganda en Afrique orientale; de la Papouasie-Nouvelle Guinée et l'Indonésie dans le Pacifique; et du Kazakhstan en Asie centrale. Beaucoup de ces recrues sont des vétérans du Bataillon 32 et du Bureau de la Coopération civile d'Afrique du Sud, les unités les plus notoires des forces de l'Apartheid jusqu'à ce que les élections aient mis au pouvoir un gouvernement multiracial il y a quelques années.

Entre-temps, la compagnie minière Rio Tinto, basée au Royaume-Uni, s'est efforcée en Indonésie pour convaincre le monde de son engagement dans la défense des droits humains. Au cours des deux dernières années elle a contribué à financer le Prix des Droits humains Yap Thiam Hien. Cette année, le prix a été remporté par le poète et défenseur des droits humains Wiji Thukul, disparu depuis 1996. En décembre, sa famille a refusé le prix en indiquant que Rio Tinto était impliquée dans plusieurs violations des droits humains dans ses opérations minières en Indonésie, et qu'en 1992 elle avait été responsable de l'arrestation de manifestants qui exigeaient le paiement d'une compensation appropriée pour l'utilisation de leurs terres.

En une déclaration appuyant la position de la famille, les ONG indonésiennes JATAM, WALHI et TATR énumèrent quelques-unes des violations de droits humains dans lesquelles Rio Tinto a été impliquée, y compris celles commises dans la mine PT KEM en Kalimantan de l'Est, sur lesquelles la Commission indonésienne des Droits humains a enquêté en 1999 et 2000. Elles incluent des cas d'abus sexuel et de viol de seize femmes et filles de neuf à dix-neuf ans, l'arrestation de quinze manifestants en 1992 et la mort ultérieure de l'un d'entre eux, le délogement forcé des mineurs traditionnels effectué par les militaires indonésiens et l'incendie de centaines de maisons entre 1982 et 1991. La déclaration décrit également la participation de Rio Tinto au travers de sa participation dans la mine de cuivre et d'or Freeport Indonesia en Papouasie occidentale (Rio Tinto en possède 15%), la mine Kaltim Prima Coal (en co-propriété avec BP), la mine d'or Lihir en Papouasie-Nouvelle Guinée, et la mine Panguna à Bougainville. La déclaration exhorte les exécuteurs du Prix Yap Thiam Hien à ne plus accepter le financement de violateurs des droits humains. "Il ne faut pas donner aux

violateurs des droits humains l'occasion de se débarrasser de la responsabilité de leurs actions..."

Article basé sur des informations obtenues dans: "Militarization & Minerals Tour", Project Underground, <http://www.moles.org/ProjetUnderground/mil/intro.shtml> ; "Rio Tinto: practise what you preach!", Down to Earth N° 56, février 2003, <http://dte.gn.apc.org/56rio.htm>